

Dynamiques de participation communautaire dans la gestion d'installations publiques. Deux cas d'étude à Barcelone

Dynamics of Community Participation in the Management of Public Facilities.

Two Case Studies in Barcelona

Santiago Eizaguirre Anglada



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/9721>

DOI : [10.4000/interventionseconomiques.9721](https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.9721)

ISBN : 1710-7377

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Santiago Eizaguirre Anglada, « Dynamiques de participation communautaire dans la gestion d'installations publiques. Deux cas d'étude à Barcelone », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 63 | 2020, mis en ligne le 01 mars 2020, consulté le 24 mars 2020. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/9721> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.9721>

Ce document a été généré automatiquement le 24 mars 2020.



Les contenus de la revue *Interventions économiques* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Dynamiques de participation communautaire dans la gestion d'installations publiques. Deux cas d'étude à Barcelone

*Dynamics of Community Participation in the Management of Public Facilities.
Two Case Studies in Barcelona*

Santiago Eizaguirre Anglada

1. Introduction

- 1 En ce qui concerne le développement local, la gestion des équipements culturels publics de proximité est un thème d'actualité en Catalogne. Bien que la majorité des centres culturels de proximité à Barcelone soit gérée par des entreprises privées, l'arrivée d'une nouvelle équipe municipale en 2015¹ change la donnée dans un contexte où se multiplient des plateformes citoyennes revendiquant la gestion de certains espaces de propriété publique. Ceci pose alors la question de la relation qui s'établit entre les dynamiques de gestion et les formes de participation dans ce type d'équipements. La manière dont le leadership est assuré ou la présence de l'administration publique sont des facteurs qui peuvent jouer sur la participation des citoyens dans la gestion de ces centres culturels. Au-delà de la participation du tissu associatif local, il est pertinent de s'interroger sur les défis et les effets socialement transformateurs de tels projets.
- 2 Les notions de « gestion citoyenne », de « gestion civique » ou de « gestion communautaire » sont parfois utilisées de manière confuse, voire excessive. Bien qu'au niveau des administrations il soit fait davantage référence à la « gestion civique » ou à la « gestion citoyenne », les acteurs liés aux plateformes citoyennes de Barcelone et impliqués dans des projets locaux de promotion de la culture de proximité préfèrent l'expression « gestion communautaire ». Si ces différentes appellations ont en commun

la gestion partagée entre l'administration publique et les organismes de la société civile, elles englobent cependant des formes variées de participation citoyenne au niveau local. À travers l'analyse de deux cas d'étude, cet article vise à documenter des pratiques de gestion d'équipements culturels de proximité en lien avec la participation citoyenne et le développement des territoires.

- 3 Le thème de l'innovation sociale — un concept encore mal défini et renvoyant à des définitions souvent opposées — a reçu l'attention des milieux académique, politique et des praticiens du développement local (Moulaert *et al.*, 2014). On peut, entre autres, parler d'innovation sociale pour désigner le développement de nouvelles formes de gouvernance collaborative entre la société civile et l'administration publique. Dans le domaine de la culture, l'expérimentation par l'innovation sociale peut apparaître comme une injonction.
- 4 Le présent article vise à comprendre comment le contexte socio-économique d'un territoire peut influencer la participation des citoyens dans la gestion quotidienne des équipements publics. L'hypothèse est que le degré d'implication et de leadership socialement innovant varie selon la composition sociale des territoires. Alors que la participation citoyenne est souvent perçue comme problématique ou insuffisante dans les quartiers défavorisés, qu'en est-il des territoires principalement composés de classes moyennes ?
- 5 Les études de cas présentées dans cet article ont été réalisées dans le cadre de deux projets de recherche complémentaires. D'une part, le projet SOCRISIS (Social Innovation Against the Crisis), qui explorait les initiatives citoyennes de résilience à la Grande Récession commencée en 2008 dans différents quartiers barcelonais. Une enquête de terrain avait alors été menée en 2016 dans le quartier de Ciutat Meridiana où la première des initiatives présentées ici a été analysée. D'autre part, le projet SOLIDEMOCITED (*El rol de les iniciatives socialment innovadores en el foment de l'economia solidària, els entorns urbans educadors i la governança democràtica*) visait à identifier le rôle des initiatives socialement innovantes dans le développement de l'économie solidaire, d'environnements éducatifs urbains et de la gouvernance démocratique. Ce projet, s'est déroulé entre 2016 et 2019 et sert de cadre à la deuxième étude de cas présentée ici, celui de la Casa Orlandai dans le quartier de Sarrià. La collecte de données sur ces deux projets a été réalisée à travers des entretiens semi-dirigés menés auprès du personnel qui se consacre à la dynamisation des deux centres culturels étudiés².

2. Barcelone, un laboratoire de gestion communautaire

- 6 Au XXI^e siècle, la culture, la participation citoyenne et la créativité sont devenues des éléments clés du développement urbain (Klein *et al.*, 2017 ; Sánchez-Belando, 2015). À cet égard, Barcelone a été identifiée comme un exemple de ville ayant mis au point une politique culturelle de proximité qui combine les récits d'une ville créative avec une perspective décentralisée à vocation sociale-démocrate (Degen et García, 2008). À cet égard, la politique culturelle de la ville de Barcelone et le modèle de participation qui y est associée ont subi des critiques (Sánchez-Belando *et al.*, 2012 ; Bonet, 2011 ; Borja et Muixí, 2004 ; Capel, 2005 ; Casellas, 2006 ; Rius-Ulldemolins et Sánchez-Belando, 2015). Tout en étant considérée comme un exemple de ville ayant une gouvernance sociale-démocrate, Barcelone a aussi été décrite comme une ville globale où le thème de la

culture est mobilisé par certains acteurs pour cacher cette réalité (Delgado, 2007 ; Garcés, 2018 ; Leyva, Miró et Urbano, 2007 ; UTE, 2004). Dans tous les cas, la diversité des initiatives culturelles menées à Barcelone et qui ont un effet sur le développement territorial est considérable.

- 7 On peut identifier plusieurs initiatives de dynamisation socioculturelle avec des formules de gouvernance participative. Ces initiatives, comme celle de l'Ateneu Popular de Nou Barris³, constituent des vecteurs d'innovation concernant les politiques de la ville en matière de culture de proximité. À l'égard du rôle des administrations publiques et de la société civile, ces initiatives mettent à jour la différence entre des dynamiques de coproduction d'autres formules de cocréation. La coproduction suppose que la société civile est responsable de l'application des politiques promues par l'État alors que la cocréation renvoie à un degré de responsabilité plus élevé de la société civile (Mejías Sandia et Henríquez Rojas, 2012 ; Vaillancourt, 2011 ; 2014), qui permet à la communauté de s'exprimer vis-à-vis de l'administration publique. La culture de proximité est le résultat de la cocréation d'une « citoyenneté organisée »⁴ (*ciudadanía organizada*) qui en assure le leadership.
- 8 Autant les secteurs public, privé, que communautaire sont intéressés à promouvoir la culture de proximité. L'existence de dynamiques de complémentarité et d'hybridation entre différents types d'acteurs est devenue l'un des principaux défis du développement socio-économique des quartiers. Les différentes formes de gouvernance partagée entre les secteurs public, communautaire et privé sont des réponses aux demandes de la société civile et des administrations publiques. Plus généralement, ces questionnements rejoignent les débats autour de la notion de commun, base d'une approche émergente qui bouleverse l'organisation socio-économique contemporaine (Euler, 2018 ; Laval et Dardot, 2014 ; Ostrom, 1990).
- 9 Le centre civique de Casa Orlandai, dans le contexte des initiatives de dynamisation sociocommunautaire à Barcelone, peut être considéré comme une référence pour la promotion de la formule de gestion communautaire. L'élaboration de cette formule a conduit à un débat portant sur l'importance de la culture de proximité pour la transformation des économies et des institutions communes (Barba et Subirats, 2015 ; Font, Ojeda et Urbano, 2014 ; Ojeda et Urbano, 2015). La gestion citoyenne ou civique est quant à elle une formule de gestion spécifique pour les installations qui appartiennent à la municipalité ou pour des projets d'intervention convenus entre la ville de Barcelone et le tissu associatif du territoire. Selon cette formule administrative, qui a été institutionnalisée à Barcelone au cours de la dernière décennie⁵, une organisation de la société civile prend en charge la gestion d'un établissement ou d'un projet d'intérêt général (Plataforma de Gestió Ciutadana, 2012). À Barcelone, on recense différents exemples d'équipements gérés de façon partagée entre des organisations citoyennes et l'administration municipale. Le cas de l'Ateneu Popular de Nou Barris, qui a pris forme dans les années 1990, est considéré comme le pionnier dans le développement de cette formule administrative (Blanchar, 2017 ; Eizaguirre, 2012 ; García *et al.*, 2015). L'Ateneu de Sant Andreu l'Harmonia, la Farinera del Clot ou le cas de plus en plus étudié de Can Batlló (Leclercq, 2017) qui s'inscrit dans un contexte de crise dans un territoire (le quartier de Sants-La Bordeta) de forte tradition politique et communautaire, constituent des expériences similaires. Il est important de souligner le lent développement ainsi que le large éventail de formes pris par le leadership ou la gestion communautaire.

- 10 Actuellement, à Barcelone, la gestion communautaire est davantage considérée comme un idéal à atteindre qu'une formule juridique concrète. De fait, la participation de la communauté à la gestion d'installations culturelles apparaît comme un long processus rétif à toute tentative de standardisation formelle. Tant dans le cas de Ciutat Meridiana (où l'on ne peut pas vraiment parler de gestion communautaire) que dans celui de Sarrià, on peut observer un développement lent et hésitant, ainsi que des espaces où les conflits et les difficultés sont surmontés par des processus de négociation entre les équipes techniques et la société civile.

3. Autour du scepticisme des résidents quant à l'emplacement d'un Fab Lab à Ciutat Meridiana

- 11 Les équipements culturels de proximité ne sont pas toujours le fruit d'une mobilisation citoyenne. Dans certains cas, des organismes de la société civile peuvent même s'y opposer. Ce fut le cas lors de la création de l'Ateneu de fabricació digital (atelier de fabrication numérique) à Ciutat Meridiana, promu par la ville de Barcelone en 2014 dans le cadre du développement d'un réseau de Fab Labs dans différents quartiers de la ville⁶. Avant son démarrage, un collectif de citoyens occupa l'emplacement de ce Fab Lab pour en revendiquer son usage en tant que banque alimentaire.
- 12 Cette protestation citoyenne doit être replacée dans le contexte d'urgence sociale liée à l'aggravation de la crise économique vécue en Espagne à partir de 2008⁷. Le quartier de Ciutat Meridiana se caractérise, entre autres, par des blocs d'appartements de cinq et six étages sans ascenseurs. En 2017, le taux de chômage officiel était de 14,7 % pour la population âgée de 16 à 25 ans (le taux réel serait de 15 % supérieur), soit le double de la moyenne de la ville (7,5 %). Le quartier se caractérise aussi par une forte population immigrante représentant proche de 30 % de sa population totale (la population immigrante de la ville de Barcelone représenterait 18,5 % de la population totale en 2018). Le revenu familial disponible du quartier, considéré comme le plus faible de la ville, qui ne représentait, en 2008, que 60 % du revenu familial disponible moyen pour l'ensemble de la ville, est même passé sous la barre des 40 % en 2018. Depuis le démarrage de la crise hypothécaire en 2008, le quartier a également connu le plus grand nombre d'expulsions pour non-paiement d'hypothèque ou de loyers dans toute la ville de Barcelone. Avec des centaines de logements vides, dont un certain nombre d'entre eux occupés illégalement, et une valeur foncière d'environ 70 % inférieure à la moyenne municipale, le quartier est durement touché par la ségrégation urbaine. Or, malgré qu'il ait été pensé comme une réponse aux difficultés liées à l'emploi⁸, la création de l'Ateneu de fabricació digital a eu des difficultés à se faire accepter par la communauté locale.
- 13 L'histoire de cet équipement constitue un exemple paradigmatique de l'importance de la mise en place d'une gouvernance consensuelle considérant la réalité du tissu social local. L'importance de la gouvernance « liée par le bas » (*bottom-linked governance*) a été analysée dans nombre d'écrits en études urbaines. À travers cette expression, on aborde l'implication des citoyens dans l'élaboration des politiques de lutte contre l'exclusion sociale en milieu urbain (Eizaguirre *et al.*, 2012 ; Novy *et al.*, 2012 ; Oosterlynck *et al.*, 2013 ; Pares *et al.*, 2017 ; Pradel *et al.*, 2013). Dans le quartier Ciutat Meridiana, l'initiative de l'atelier a été vécue par les résidents comme un projet imposé, non négocié avec le tissu social, s'inscrivant dans une perspective de gouvernance

descendante (*top-down*). Le projet a été compris comme un épisode de plus à la série « d'oublis institutionnels » qu'a subi le quartier (Blanco et León, 2017 ; Eizaguirre et Parés, 2018 ; Palomera, 2014 ; Parés *et al.*, 2018).

- 14 Depuis sa création dans les années 1960, Ciutat Meridiana est stigmatisé comme un quartier difficile et subit une ségrégation historique ce qui lui a valu le surnom de « Villa Expulsion » (*Villa Desahucio*) (Jordan, 2014). C'est dans ce contexte que de nombreux résidents, pour la plupart des militants au sein d'organisations citoyennes ou de quartier, ont manifesté leur incompréhension face à ce projet de centre de création numérique. Ils soutenaient alors qu'un Fab lab ne répondait pas aux besoins du quartier.
- 15 Pour contrecarrer l'hostilité initiale des résidents, les responsables du projet ont dû revoir la vocation du projet en mettant de l'avant son objectif de création d'emplois. La tension avec les acteurs locaux a également été amoindrie par la recherche d'un autre emplacement pour la banque alimentaire revendiquée par les résidents. De plus, l'implantation de programmes publics d'insertion professionnelle, avec des contrats temporaires de six mois pour les chômeurs, a fortement joué sur l'acceptabilité du projet. Cela s'est concrétisé par l'embauche d'une vingtaine de résidents — qui devaient résider sur le territoire et être inscrits comme étant en recherche d'emploi — comme *éco-paletas*⁹. Depuis lors, une quarantaine de chômeurs du quartier et de l'ensemble de l'arrondissement de Nou Barris sont embauchés chaque année à travers différents programmes d'insertion professionnelle.
- 16 Des personnes en chômage résidant au quartier sont également embauchées par le centre en tant qu'animateurs communautaires (environ cinq, selon les budgets). Leur rôle est de dynamiser la relation avec les différentes entités du tissu associatif du territoire ou de s'occuper de la communication du centre sur les réseaux sociaux. D'une manière générale, les tâches sont variées et dépendent des besoins et des compétences des personnes embauchées.
- 17 L'importance de travailler avec les écoles et les lycées du quartier est également tenue en compte par l'Ateneu de fabricació. Le réseau de Fab Labs a pour objectif de rendre la technologie 3D disponible pour les écoliers et de faire en sorte que les technologies de production soient présentées dans les programmes scolaires. Pour ce faire, le réseau peut compter sur la collaboration du Consorci de l'Educació de Barcelona (Consortium d'éducation de Barcelone). Ceci se concrétise par des ateliers de formation des enseignants à cette technologie. La relation avec les institutions scolaires du quartier se matérialise également par des réparations effectuées en leur sein par les personnes embauchées via les programmes d'insertion gérés par le centre.
- 18 L'Ateneu de Fabricació se définit comme un équipement de proximité orienté vers le développement territorial et l'innovation sociale. La proximité avec le territoire, et notamment avec son tissu associatif, se fait en proposant des outils de fabrication numérique. La participation de l'Ateneu de fabricació au plan de développement communautaire¹⁰ du quartier permet également à l'atelier de se faire connaître et d'identifier les besoins du territoire. Plusieurs projets ont émergé de cette participation en collaboration avec les services techniques du Plan communautaire et les entités du quartier. L'Ateneu a par exemple collaboré avec l'association des commerçants du quartier pour améliorer les devantures et vitrines des magasins. L'Ateneu offre également aux résidents un service d'accompagnement pour la création d'éléments décoratifs destinés aux fêtes du quartier.

- 19 L'approche de l'innovation collaborative et de l'*open source*¹¹ est sans aucun doute une des contributions conceptuelles les plus importantes de cet équipement. Le conseil municipal et l'Ateneu ont explicitement pour objectif la promotion de la culture *open source* avec le réseau des Fab labs. En ce sens, l'un des défis reconnus par la direction de l'Ateneu de fabricació de Ciutat Meridiana est la promotion de l'idée de coresponsabilité¹² parmi ses utilisateurs. Comprendre les défis qui entourent la cocréation en tant que méthodologie de travail n'est pas facile. En ce qui concerne l'utilisation des installations par les *makers* ou « faiseurs », un système d'échange de services, dans lequel les utilisateurs peuvent offrir un retour à la communauté, a été mis en place.
- 20 Par ailleurs, le centre cherche à sensibiliser les participants à la coresponsabilité en ce qui concerne leur propre projet professionnel. Cela passe notamment par des activités de promotion du travail autonome, des microentreprises et des coopératives. Quelques résidents et tous les individus employés par l'organisme via les programmes d'insertion professionnelle participent à ces actions, même si, comme le souligne le directeur du centre, il est difficile d'encourager la participation à de telles activités. D'une manière plus générale, le centre cherche également à promouvoir la fabrication numérique auprès d'un plus large public, notamment auprès des personnes qui ne font pas partie d'associations. Des ateliers intergénérationnels sont proposés pour répondre aux besoins particuliers de la population, par exemple avec la confection de nids pour les ornithophiles. Le centre a aussi collaboré avec l'association En Veu de Dona (en voix de femme) pour sensibiliser aux dynamiques d'exclusion sociale des femmes et aux violences sexistes. Une intervention a été réalisée dans la bibliothèque du quartier avec la fabrication de moulures imprimées reprenant des phrases et des poèmes au contenu féministe dans les différentes langues présentes dans le quartier.
- 21 Les relations entre l'Ateneu de fabricació et les entités du quartier nous font voir la complexité de l'innovation sociale collaborative. Les promoteurs de l'initiative soulignent qu'ils ne constituent pas un service de reprographie au service des organismes du quartier, même s'ils ne peuvent nier qu'ils soient parfois utilisés en tant que tels. Cela questionne la signification du concept de coresponsabilité dans la culture *maker*. Plusieurs expériences de collaboration entre l'Ateneu et les associations du quartier ont permis d'identifier des zones d'inertie et d'oppositions entre les résidents et les administrations et équipements publics. Dans de nombreux cas, on constate une conceptualisation passive de la citoyenneté où l'équipement est considéré comme une extension de l'administration. Les techniciens sont alors perçus comme des fonctionnaires obligés de fournir des ressources, ce qui est contraire aux principes de coresponsabilité mis en avant par le centre. La culture *maker* s'articule autour d'une notion d'innovation sociale pour laquelle les usagers des services et des ressources publiques ne sont plus simplement des bénéficiaires passifs, mais deviennent des coproducteurs actifs.
- 22 La nécessité d'un changement de conception affecte également les techniciens et fonctionnaires d'autres équipements ou services présents sur le territoire. Dans le contexte de difficultés grandissantes dans le quartier, rompre avec le travail en silo souvent promu par les politiques publiques est un défi difficile à relever. La mise en réseau entre les services sociaux, les éducateurs, les associations et tous les gestionnaires des établissements publics (bibliothèque, centre civique, etc.) est un

élément clé pour la promotion de la culture numérique et de ses possibles applications au bénéfice du quartier.

4. Déploiement de la gestion communautaire à Casa Orlandai dans le quartier Sarrià

- 23 Le centre civique de Casa Orlandai, dans le quartier Sarrià à Barcelone, est un exemple d'initiative orientée vers la promotion de la gestion communautaire dans un but de transformation sociale. Comme nous l'avons suggéré en début d'article, et bien que la gestion citoyenne soit reconnue par l'administration sous une forme juridique, nous pouvons comprendre la gestion communautaire comme ayant une portée différente, celle d'un idéal auquel aspirent certaines initiatives de gestion citoyenne, permettant d'orienter les pratiques organisationnelles.
- 24 Contrairement au cas analysé dans la section précédente, le quartier Sarrià à Barcelone est historiquement associé aux indicateurs de pouvoir d'achat les plus élevés de la ville. Sarrià est un vieux faubourg annexé à la ville de Barcelone en 1921, autour duquel se sont développés d'autres quartiers résidentiels. Les quartiers qui font partie du district connu sous le nom de Sant Gervasi (Tres Torres, Bonanova, Galvany), et d'autres quartiers voisins de Sarrià (Pedralbes), sont habités par une population favorisée sur le plan salarial. Néanmoins, en raison de sa nature d'ancien village, Sarrià a conservé une composition sociodémographique mixte avec un tissu socioculturel et associatif très actif. Y sont représentées des classes populaires, historiquement associées à des métiers manuels ou artisanaux, et la classe moyenne liée à la présence de personnes exerçant des professions libérales et implantées plus récemment. On recense également la présence de personnes à faibles revenus, généralement des retraités, et de certaines poches de pauvreté situées dans des stocks de logements vétustes.
- 25 Les classes populaires du quartier, et aussi les classes moyennes appauvries par l'effet de la crise, doivent faire face à un phénomène de gentrification¹³ croissante qui touche presque toute la ville de Barcelone. Ce phénomène, et la pression immobilière qui en découle, joue actuellement un rôle de premier plan dans la composition sociodémographique du quartier, qui se manifeste par l'expulsion de nombreux jeunes du quartier qui, autrement, auraient pu s'y établir. La partie ancienne du quartier, où se trouve le centre culturel, est aussi devenue un espace de loisirs et de consommation attrayant pour les classes aisées qui habitent les quartiers voisins, ce qui contribue au phénomène de gentrification.
- 26 Dans ce contexte, l'expérience du centre culturel Casa Orlandai peut être analysée comme un exemple de dynamique de réarticulation communautaire dans un territoire touché par la gentrification. Cette dynamique s'est organisée autour d'un projet d'appropriation populaire d'un espace désaffecté. Le bâtiment d'intérêt patrimonial qu'occupe actuellement le centre culturel était une école primaire publique pendant la seconde moitié du vingtième siècle. Lorsque l'école a déménagé dans des locaux plus pratiques, cette plate-forme citoyenne du quartier et des responsables politiques et techniques du quartier de Sarrià-Sant Gervasi ont travaillé pour lui donner un nouvel usage. La réhabilitation du bâtiment destiné à devenir un centre civique a commencé en 2006. Bien que le conseil municipal ait financé la réhabilitation du centre civique et se soit engagé à financer les activités qui allaient s'y produire, le centre est d'abord géré

par l'Associació Cultural Casa Orlandai (constituée par une vingtaine d'associations du quartier)¹⁴. Au printemps 2007, Casa Orlandai ouvre ses portes au public. Elle fonctionne à partir d'une gestion citoyenne basée sur une formule juridique, reconnue par l'administration municipale, qui à cette époque, pouvait être considérée comme une nouvelle façon d'aborder la collaboration entre la mairie et une plateforme citoyenne, bien qu'elle ait été institutionnalisée progressivement par la suite.

- 27 Casa Orlandai s'articule autour d'une assemblée, d'un conseil d'administration et de comités qui coordonnent les activités du centre. L'assemblée générale et le conseil d'administration sont les organes qui gèrent l'entité. Des commissions sont également mises en place, de sorte à doter le centre d'espaces de participation pour gérer différents aspects ou activités du centre. L'Association culturelle Casa Orlandai gère aussi, depuis 2014, l'Espai Gardenyes, un espace comprenant un potager, une agora et un projet de bioconstruction. Cet espace, adjacent à l'emplacement du centre culturel, a été aménagé dans le cadre des Pla Buits Urbans de l'Ajuntament de Barcelona (Plan des terrains vagues de la Mairie de Barcelone). Ce programme mise sur l'utilisation éphémère d'édifices de solaires devenus vacants dans le contexte de la crise économique. Le programme a conduit à divers projets de dynamisation socio communautaire (Cruz et Martínez Moreno, 2016). Casa Orlandai promeut également d'autres projets tels que la création d'une carte verte de Sarrià mettant en valeur la durabilité et la biodiversité du quartier. L'association participe activement au réseau d'organisations citoyennes du quartier et impulse aussi un projet d'extension et de diffusion de l'économie sociale et solidaire dans le quartier avec le soutien de Barcelona Activa¹⁵.
- 28 Parmi les prérequis exigés par le conseil municipal pour en arriver à un accord de gestion, la définition d'une ligne de spécialisation du centre était cruciale. L'association culturelle Casa Orlandai a ainsi articulé le projet autour du lien entre l'art et la transformation sociale, tout en conservant l'objectif de favoriser des valeurs telles que la coexistence, le respect et la liberté. En plus de manifester un intérêt pour explorer le développement social dans une perspective de proximité et de participation, de nombreuses activités du centre visent à la construction d'une société plus juste. Après plus de dix ans de fonctionnement, Casa Orlandai a notamment offert un espace de réflexion sur les valeurs du républicanisme, sur la démocratie locale et sur la gouvernance participative.
- 29 Le projet, qui depuis 2016 promeut l'économie sociale et solidaire dans le quartier, a par ailleurs une vocation expérimentale. De fait, le centre travaille au-delà de la stricte programmation culturelle. À l'échelle du quartier, deux techniciens se dédient à l'élaboration d'une carte des initiatives d'économie sociale et solidaire. Ils sont engagés avec des fonds de l'agence du développement local de la mairie (Barcelona Activa) et sont sous la tutelle d'un conseil consultatif dans lequel Casa Orlandai a un rôle actif. Dans le cadre de ce projet cartographique sont recensées des actions de sensibilisation sur la consommation, la production et le financement de l'économie sociale et solidaire. Ces actions s'adressent autant aux établissements scolaires du quartier qu'au grand public, les jeunes étant néanmoins un public cible privilégié. Par exemple, le projet comprend des programmes pilotes de formation de trois mois destinés à accompagner des jeunes de 20 à 30 ans dans la création et la gestion d'une coopérative.
- 30 Parmi les difficultés rencontrées pendant le démarrage de Casa Orlandai, il y a le fait que la promotion de l'art et de la culture a entraîné des problèmes d'acceptation de la

part de certaines entreprises culturelles sur le territoire. Sarrià et ses environs, où se trouvent plusieurs d'écoles de primaire et secondaire, constitue un marché important pour les centres de formation artistique destinés à occuper le temps libre des élèves. Le quartier est ainsi bien doté en écoles privées offrant la formation dans le domaine de la danse, de la musique ou des arts plastiques. En raison de leur nature d'entreprise privée, ces écoles perçoivent Casa Orlandai, avec son offre d'ateliers artistiques et créatifs à bas prix, comme un concurrent commercial. La direction technique du centre a dû prendre soin d'éviter tout chevauchement avec ces entités afin de limiter la programmation d'activités similaires.

- 31 Une autre difficulté rencontrée par Casa Orlandai a été son caractère transformateur, ce qui exige une cohérence de toutes les activités. Le centre a notamment rencontré des difficultés pour trouver une entité pour gérer sa cafétéria. Au cours des trois premières années d'existence, la gestion de la cafétéria du centre a été sous-traitée à une entreprise du secteur de la restauration. Cependant, celle-ci n'a pas répondu aux attentes. Elle n'a pas respecté les conditions de travail ou d'achats associées à un projet qui aspire à promouvoir la transformation sociale et le développement territorial. Avec cette expérience, l'assemblée citoyenne de Casa Orlandai a stipulé que la gestion de la cafétéria impliquait des critères allant au-delà d'une gestion efficace non déficitaire, à savoir une coordination avec les activités programmées et surtout la cohérence avec les valeurs du projet global. Cette situation conduit à une réflexion sur la gestion des affaires de la cafétéria. Compte tenu de la complexité du projet porté par le centre, la possibilité qu'il assure également la gestion de la cafétéria a été écartée. Un concours public a donc été lancé avec des critères spécifiques adaptés à une perspective communautaire. Finalement, une coopérative de travailleurs a été créée, dans laquelle certains anciens employés de la cafétéria sont devenus des membres.
- 32 D'autres défis liés à la participation citoyenne ont également été révélés par cette étude de cas. Dans un quartier où le niveau de revenu est supérieur à la moyenne, l'un des problèmes qui se posent, selon les acteurs promoteurs de l'initiative, est l'absence d'implication des citoyens dans une optique de coresponsabilité dans les tâches liées à la gestion du centre. Ce qui est paradoxal pour un territoire avec une population ayant mis au point une modalité très avancée de gestion partagée avec la mairie et ayant une capacité civique associée à l'apprentissage du leadership démocratique (Jenlink et Jenlink, 2008 ; Kalliola *et al.*, 2006 ; Pares *et al.*, 2017). Malgré les caractéristiques de la population en termes de capital culturel (taux de diplomation élevés) et nonobstant la vitalité du tissu social local, la perception de la participation et de la coresponsabilité civique régulière dans la gestion du centre s'est avérée problématique. Pour les personnes les plus impliquées dans la gestion de l'association, le relais des responsabilités dans les tâches de gestion a été difficile à réaliser. Ce sont « toujours les mêmes » qui s'impliquent disent-elles. Ce déficit de participation est à mettre en lien avec le processus de gentrification qui pousse notamment les jeunes à déménager. D'autre part, de nombreuses personnes fréquentent le centre de manière intermittente ou participent seulement à certaines activités et ne s'impliquent pas dans les tâches de co-construction nécessaires à une gestion communautaire pérenne.

5. Conclusion

- 33 La participation communautaire à la gestion des équipements culturels, telle que présentée dans ce texte, ne peut être détachée des conditions structurelles des territoires, dont les dynamiques de gouvernance en place. Pour le Centre Culturelle de Sarrià, l'idée de gestion communautaire est davantage un idéal à atteindre qu'une réalisation, du moins dans les premiers temps de l'initiative. Cette notion aura servi à valoriser un projet en construction autour d'un centre culturel où la coresponsabilité est fortement encouragée en ce qui concerne autant les activités programmées que les valeurs qui guident sa gestion. Dans le cas de Ciutat Meridiana, promouvoir la coresponsabilité citoyenne et l'émancipation démocratique sont des tâches étroitement liées au défi de faire face à l'opposition et à la méfiance à l'égard des administrations publiques. La recherche de la participation communautaire dans la gestion d'une installation publique soulève dans ce cas le besoin urgent de l'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques cohérentes en matière de lutte contre la ségrégation urbaine. Enfin, il est pertinent d'observer que, malgré les différences qui marquent ces deux cas, la participation des citoyens à la gestion des installations culturelles, en plus d'être un outil garantissant le lien entre le développement territorial, la culture de proximité et l'innovation sociale, constitue un défi qui transcende les spécificités socioéconomiques du quartier.

Cet article a été réalisé dans le cadre du projet de recherche SOLIDEMOCITED (El rol de les iniciatives socialment innovadores en el desenvolupament de la governança democràtica, l'economia solidària i els entorns urbans educadors), financé par l'Université de Barcelone et la Fundació Bancària de l'Obra Social de La Caixa (2016-2019). LCF/PR/PR06/11010001. L'auteur veut remercier aussi Juan-Luis Klein, Mathieu Roy, Christine Champagne, Denis R, Bussièrès et Jean-Baptiste Leclerc leur aide précieuse.

BIBLIOGRAPHIE

- Aparicio, Maria (2011). *El Modelo Barcelona de Espacio Público y Diseño Urbano : Producción cultural como motor de desarrollo urbano. El caso del programa "Fàbriques de Creació" de Barcelona*, Barcelone, Universitat de Barcelona.
- Arranz, Juan José (2007). *Las Bibliotecas Públicas, espacios para la cohesión social. Proximidad e inclusión en las bibliotecas públicas de Barcelona*, World Library and Information Congress : 73rd Ifla General Conference and Council, 19-23 Août, Durban, Afrique du Sud, <<https://archive.ifla.org/IV/ifla73/papers/128-Arranz-en.pdf>>, consulté le 9 octobre 2019.
- Barba, Oriol et Anna Subirats (2015). *Gestió comunitària i transformació social. L'experiència de Barcelona*, Barcelona, La Verónica Cartonera.
- Blanchar, Clara (2017). *Pioners de la gestió ciutadana*, El País, 11 janvier, <https://cat.elpais.com/cat/2017/01/11/cultura/1484170415_960484.html>, consulté le 9 octobre 2019.

Blanco, Ismael et Marga León (2017). Social innovation, reciprocity and contentious politics : Facing the socio-urban crisis in Ciutat Meridiana, Barcelona, *Urban Studies*, vol. 54, n° 9, pp. 2172–2188.

Bonet, Jordi (2011). Cuándo cómo participar importa. Análisis de los impactos de la participación ciudadana en las políticas de regeneración del centro histórico de Barcelona, *URBS. Revista de Estudios Urbanos y Ciencias Sociales*, vol. 1, n°1, pp. 4–26.

Borja, Jordi et Zaida Muixí (2004). *Urbanismo en el siglo XXI : Una visión crítica*. Bilbao, Madrid, Valencia, Barcelona, Barcelona, Edicions UPC, ETSAB (Arquitext), 231 p.

Capel, Horacio (2005). *El modelo Barcelona : Un examen crítico*, Barcelona, Ediciones del Serbal, 119 p.

Casellas, Antònia (2006). Las limitaciones del modelo Barcelona : Una lectura desde Urban Regime Analysis, *Documents d'Anàlisi Geogràfica*, vol. 48, pp. 61–81.

Cruz Gallach, Helena et Rubén Martínez Moreno (2016). I si « mentrestant » creem institucions comunitàries ? Els buits urbans com a oportunitat, dans Manu Fernández et Judith Gifreu (dir.), *La utilització temporal dels buits urbans*, Barcelona, Diputació de Barcelona, Colecció Estudis, pp. 172–183.

Degen, Monica et Marisol García (2008). *La metaciudad : Barcelona. Transformación de una metropolis*, Barcelona, Anthropos, 187 p.

Delgado, Manuel (2007). *La ciudad mentirosa. Fraude y miseria del “modelo Barcelona”*, Madrid, Los libros de la catarata, 242 p.

Eizaguirre, Santiago, Marc Pradel, Albert Terrones, Xavier Martínez-Celorrio et Marisol García (2012). Multilevel Governance and Social Cohesion : Bringing Back Conflict in Citizenship Practices, *Urban Studies*, vol. 49, n° 9, pp. 1999–2016.

Eizaguirre, Santiago (2012). L'Ateneu Popular de 9 Barris : un referent per a la gestió ciutadana, <https://latramaubana.net/>, <<https://latramaubana.net/2012/12/18/lateneu-popular-de-9-barris-un-referent-per-a-la-gestio-ciutadana/>>, consulté le 9 octobre 2019.

Eizaguirre, Santiago et Marc Parés (2018). Communities making social change from below. Social innovation and democratic leadership in two disenfranchised neighbourhoods in Barcelona, *Urban Research and Practice*, vol. 12, n° 2, p. 173–191,

Euler, Johannes (2018). Conceptualizing the Commons : Moving Beyond the Goods-based Definition by Introducing the Social Practices of Commoning as Vital Determinant, *Ecological Economics*, vol. 143, pp. 10–16.

Font, Judith, Helena Ojeda et Xavier Urbano (2015). La gestió comunitària dins l'economia social i solidària, <https://nativa.cat/> <<https://www.nativa.cat/2015/03/la-gestio-comunitaria-dins-leconomia-social-i-solidaria/>>, consulté le 9 octobre 2019.

Garcés, Marina (2018). *Ciutat Princesa*, Barcelona, Galaxia Gutenberg, 256 p.

García, Marisol (2008). Barcelona : ciudadanos y visitantes, dans Monica Degen et Marisol García (dir.), *La metaciudad : Barcelona. Transformación de una metrópolis*, Rubí, Anthropos, pp. 97–113.

García, Marisol, Santiago Eizaguirre et Marc Pradel (2015). Social innovation and creativity in cities : A socially inclusive governance approach in two peripheral spaces of Barcelona, *City, Culture and Society*, vol. 6, n° 4, pp. 93–100.

Jenlink, Patrick M. et Karen Embry Jenlink (2008). Creating Democratic Learning Communities : Transformative Work as Spatial Practice, *Theory Into Practice*, vol. 47, n° 4, pp. 311–317.

- Kalliola, Satu, Risto Nakari et Iikka Pesonen (2006). Learning to make changes : democratic dialogue in action, *Journal of Workplace Learning*, vol. 18, n° 7/8, pp. 464-477.
- Klein, Juan-Luis et Bernard Pecqueur (2017). Living Labs, innovation sociale et territoire, *Canadian Journal of Regional Science*, vol. 40, n° 1, pp. 1-4.
- Jordan, Clara (2014). Laboratorio digital en Villa Desahucio, *El Periódico*, 5 juillet 2014-<<https://www.elperiodico.com/es/sociedad/20140704/laboratorio-digital-en-villa-desahucio-3355613>>, consulté le 9 octobre 2019.
- Laval, Christian et Pierre Dardot (2014). *Commun*, Paris, Éditions La Découverte, 600 p.
- Leyva, Enrique, Ivan Miró et Xavier Urbano (2007). *De la protesta al contrapoder : nous protagonistas sociales en la Barcelona metropolitana*, Barcelona, Virus editorial, 221 p.
- Leclercq, Jean-Baptiste (2017). Créativité sociale en temps de crise : Savoirs et engagement dans un centre sociocommunautaire autogéré à Barcelone, *La Revue Du CREMIS*, vol. 10, n°1, pp. 20-28.
- Mejías Sandia, Carlos et Pamela Henríquez Rojas (2012). La ciudadanía como co-construcción de espacios de participación en lo público, *Sociologías*, vol. 14, n°31, pp. 192-213.
- Moulaert, Frank, Dianna MacCallum, Abid Mehmood et Abdelilah Hamdouch (2014). *The International Handbook on Social Innovation. Collective Action, Social Learning and Transdisciplinary Research*, Cheltenham (UK) – Northampton, MA, USA, Edward Elgar, 500 p.
- Novy, Andreas, Diana-Coimbra Swiatek et Frank Moulaert (2012). Social Cohesion : A Conceptual and Political Elucidation, *Urban Studies*, vol. 49, n°9, pp. 1873-1889.
- Ojeda, Helena et Xavier Urbano (2015). Cultura i gestió comunitària. Públic significa “de la comunitat”, no “del govern”, <https://espaifabrica.cat/>, <<https://espaifabrica.cat/cultura-i-gestio-comunitaria-publicsignifica-de-la-comunitat-no-del-govern-2/>>, 9 octobre 2019.
- Oosterlynck, Stijn, Yuri Kazepov, Andreas Novy, Pieter Cools, Eduardo Barberis, Florian Wukovitsch, Tatiana Sarius et Bernhard Leubolt (2013). The butterfly and the elephant : local social innovation, the welfare state and new poverty dynamics, *ImPROvE Methodological Paper*, n° 13/02, <<https://webhost.ua.ac.be/csb/ImPROvE/Working>>.
- Ostrom, Elinor (1990). *Governing the commons. The evolution of institutions for collective action*, Cambridge UK, Cambridge University Press, 280 p.
- Palomera, Jaime (2014). How did finance capital infiltrate the world of the urban poor ? Homeownership and social fragmentation in a Spanish neighborhood, *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 38, n°1, pp. 218-235.
- Parés, Marc, Ismael Blanco et Charlotte Fernández (2018). Facing the Great Recession in Deprived Urban Areas : How Civic Capacity Contributes to Neighborhood Resilience, *City and Community*, vol. 17, n°1, pp. 65-86.
- Parés, Marc, Sonia Ospina et Joan Subirats (2017). *Social Innovation and Democratic Leadership. Communities and Social Change from Below*, Cheltenham (UK) - Northampton, MA, USA, Edward Elgar Publishing, pp. 264.
- Plataforma de Gestió Ciutadana (2012) *Plataforma de Gestió Ciutadana*, <<https://educaciotransformadora.files.wordpress.com/2012/01/presentac3b3-pgc-1.pdf>>, consulté le 9 octobre 2019.
- Pradel, Marc, Marisol García et Santiago Eizaguirre (2013). Theorizing multi-level governance in social innovation dynamics, dans Frank Moulaert, Dianna MacCallum, Abid Mehmood et

Abdelilah Hamdouch (dir.) *The International Handbook on Social Innovation*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing, pp. 155-168.

Rius-Ulldemolins, Joaquim et Maria Victoria Sánchez-Belando (2015). Modelo Barcelona y política cultural : Usos y abusos de la cultura por parte de un modelo emprendedor de desarrollo local, *Eure*, vol. 41, n° 122, pp. 103-123.

Sánchez-Belando, Maria Victoria, Joaquim Rius-Ulldemolins et Matias Zarlenga (2012). ¿Ciudad creativa y ciudad sostenible ? : Un análisis crítico del “modelo Barcelona” de políticas culturales, *Revista Crítica de Ciências Sociais*, n° 99, pp. 31-50.

Sánchez-Belando, Maria Victoria (2015). Las políticas culturales de proximidad en el paradigma de la ciudad creativa : El caso del programa de centros cívicos en la ciudad de Barcelona, *Política y Sociedad*, vol. 52, n° 1, pp. 125-152.

Sancho, Jesús (2017) *Barcelona relanza los ateneos de fabricación digital*, El País, 9 septembre 2017 <<https://www.lavanguardia.com/local/barcelona/20170908/431107095035/barcelona-relanza-ateneos-digital-fabricacion-3d.html>>, consulté le 9 octobre 2019.

Service de statistique de la mairie de Barcelone (2018). Estadística, <https://www.barcelona.cat/ca/>, <<https://www.bcn.cat/estadistica/catala/dades/barris/ttreball/atur/evolucio/pesatbar.htm>>, consulté le 9 octobre 2019.

UTE, Unió Temporal d'Escribes (2004). *Barcelona marca registrada. Un model per desarmar*, Barcelona, Virus Editorial, 344 p.

Vaillancourt, Yves (2011). La economía social en la co-producción y la co- construcción de las políticas públicas, *Revista Del Centro de Estudios de Sociología Del Trabajo*, vol. 1, n° 3, pp. 1-38.

Vaillancourt, Yves (2014). Le tiers secteur dans la co-construction des politiques publiques canadiennes, *Canadian Public Policy*, vol. 40, pp. 4-16.

NOTES

1. En 2015, à la suite des élections municipales en Espagne, plusieurs mairies de grandes villes sont remportées par des coalitions issues des mobilisations anti-austérité de 2011. À Barcelone, Madrid et Saragosse, l'arrivée de nouvelles équipes municipales a signifié la mise en œuvre de processus d'innovation institutionnelle et la recherche de mécanismes de collaboration entre la société civile et l'administration publique.

2. Six entretiens semi-dirigés ont été menés, trois pour chaque étude de cas, avec le thème spécifique de la dynamique de gouvernance des centres culturels en question. Parmi les profils des personnes interrogées, on compte quatre personnes impliquées en tant que volontaires et deux techniciens embauchés pour gérer les centres. À l'information tirée de ces entretiens s'ajoute celle, complémentaire, issue des entretiens avec des agents politiques et sociaux des quartiers effectués dans le cadre du SOCRISIS et du SOLIDEMOCITED et où les deux cas en question ont été discutés de manière indirecte.

3. L'Ateneu Popular 9 Barris constitue une référence pour la gestion communautaire à Barcelone. Elle tient ses origines de l'occupation, par un groupe de citoyens, d'une ancienne usine de la municipalité, usine qui, au fil du temps et à travers un processus complexe de négociation avec la mairie, s'est transformée en un espace de formation et de diffusion des arts du cirque.

4. La notion de « citoyenneté organisée » est une expression très fréquente dans les débats sur les dynamiques de la gestion communautaire. Cette expression pourrait être considérée comme une redondance, dans la mesure où la notion de citoyenneté n'est pas concevable sans une

organisation (généralement un État) qui donne un sens à cette citoyenneté. Si cela contraste avec l'existence possible d'une citoyenneté non organisée, il fait également référence à la possibilité d'une citoyenneté auto-organisée, ou organisée de manière alternative aux options offertes par l'État. Enfin, cette notion conduit aussi à observer la distinction classique entre les vertus civiques passives et les vertus civiques actives.

5. En ce sens, on peut comprendre la création depuis 2009, de la *Plataforma de Gestió Ciutadana* qui a été formée par un groupe d'entités qui gèrent ou souhaitent gérer des installations publiques à partir du tissu social du territoire.

6. La création de différents ateliers de fabrication numérique, des espaces pour la formation aux nouvelles technologies, équipés de machines à découpe laser et d'imprimantes 3D, se développe à partir de 2013 au centre de différents quartiers de Barcelone. Ainsi les quartiers Les Corts, Ciutat Meridiana, Barceloneta, Gràcia et Guineueta disposent d'un de ces centres (Sancho, 2017). La mise en place de ce réseau est cohérente avec la distribution décentralisée des équipements culturels observée au cours des décennies précédentes à Barcelone, comme ce fut le cas avec la distribution des « usines de création » (*fàbriques de creació*) (Aparicio, 2011), avec le réseau des bibliothèques ou avec d'autres établissements publics qui se sont développés au cours des années 1990 (Arranz, 2007).

7. En 2014, le taux de chômage de la population active du quartier atteignait 20,2 %, tandis que la moyenne pour la ville était de 10,4 % (Service de statistique de la mairie de Barcelone, 2018)

8. Avec l'idée d'ancrer les Fab Labs dans la réalité de leur environnement, chacun des ateliers de fabrication numérique promus par la municipalité devait avoir une spécialisation particulière.

9. Les *éco-paletas*, ou « éco-jardiniers », sont des ouvriers non-qualifiés qui ont pour tâche d'effectuer de petits travaux de réparation et de remise en état de l'espace public, en plus de profiter d'une formation aux outils numériques rendus disponibles par l'Ateneu de fabricació. Ces outils sont ainsi utilisés pour concevoir, par exemple, des moulures sur mesure facilitant le pavage de petites sections de rue.

10. Les plans de développement communautaire (PDC) sont définis comme « un processus public d'action communautaire, doté d'une forte dimension en matière d'éducation et de valeurs, qui, après une vision globale, poursuit une série de transformations et d'améliorations d'un territoire, afin d'améliorer la qualité de vie de ses citoyens. Un processus dans lequel la participation devient la stratégie et l'élément méthodologique de base pour atteindre ses objectifs ». Il s'agit donc d'actions communautaires conçues pour intervenir sur un territoire donné, généralement le quartier, et constituent l'échelle d'action la plus grande de l'action communautaire. L'expérience des plans communautaires dans la ville de Barcelone remonte à 1996. À partir de 2005, ils seront financés à parts égales par la Generalitat (l'organisation politique de la communauté autonome de Catalogne) et le conseil municipal de Barcelone.

11. L'approche de l'innovation collaborative, parfois appelée *open source*, est une approche de la conception, du développement et de la distribution offrant un accès ouvert au code source d'un produit (biens et savoir-faire) et offrant un accès à divers modèles de production, canaux de communication et communautés virtuelles.

12. On peut définir la coresponsabilité comme responsabilité partagée. Dans le domaine domestique, elle consisterait en une répartition équitable des responsabilités domestiques entre les membres du ménage. Dans le domaine des centres culturels de proximité, elle impliquerait une répartition équitable des tâches entre les utilisateurs et les gestionnaires.

13. On parle ici d'un phénomène urbain par lequel des personnes plus aisées s'approprient un espace initialement occupé par des usagers moins favorisés, transformant ainsi le profil économique et social du quartier au profit exclusif d'une couche sociale supérieure.

14. L'Associació d'Amics de la Casa Orlandai (Association des amis de la maison Orlandai), organisation d'abord créée pour servir de plate-forme de négociation entre le conseil municipal

et des résidents et des associations de quartier, est devenue l'Association culturelle de la Casa Orlandai, à qui s'est vu confier la gestion de l'équipement.

15. Barcelona Activa est l'agence de développement local de la mairie de Barcelone. Créée en 1986, cette entreprise municipale soutient les entrepreneurs, l'innovation, le perfectionnement professionnel et la création d'emplois.

RÉSUMÉS

Cet article explore les différences entre deux projets visant à promouvoir la culture de proximité et le développement territorial à Barcelone. Sont analysées les différences entre deux manières de gérer des équipements municipaux ayant pour but de favoriser la création et la participation citoyenne. Il s'agit de deux cas situés dans deux quartiers aux profils socioéconomiques diamétralement opposés : un Fab Lab à Ciutat Meridiana et le centre civique *Casa Orlandai* à Sarrià. Dans le premier cas, les dirigeants du secteur public ont été confrontés à l'acceptabilité du tissu associatif local et ont dû progressivement développer des activités plus en adéquation avec les besoins du quartier. Dans le deuxième cas, une plate-forme citoyenne a favorisé l'implication du public dans le développement d'un projet à vocation sociale. La comparaison des cas montre que les facteurs structurels affectent directement le démarrage de ce type d'initiatives. Le souci de coresponsabilité de la communauté et de la municipalité dans les tâches de gestion apparaît comme un défi commun.

This article explores the differences between two projects aiming to promote local culture and territorial development in Barcelona. The differences between two ways of managing municipal equipment installations oriented to the promotion of creation and citizen participation are analyzed. These case studies are located in two neighborhoods with opposite socioeconomic profiles: a Fab Lab in Ciutat Meridiana and the Casa Orlandai Civic Center in Sarrià. In the first case, the public sector leaders have been confronted with the acceptability of the local associative fabric and gradually had to develop activities more in line with the needs of the neighborhood ; in the second case, a citizen platform has promoted public involvement in the development of a social project. The comparison shows that structural factors have important effects on the start of this type of initiative. The concern for community and municipality co-responsibility in management tasks appears to be a common challenge.

INDEX

Mots-clés : co-construction des politiques publiques, culture de proximité, participation citoyenne, gestion communautaire, innovation sociale

Keywords : co-construction of public policies, local culture, citizen participation, community management, social innovation

AUTEUR

SANTIAGO EIZAGUIRRE ANGLADA

Professeur et chercheur, Département de Sociologie, Université de Barcelone,
santieizaguirre@ub.edu